

### MESSAGES CLÉS

- À Tillia, **48% des enfants de 7 à 17 ans n'étaient pas inscrits dans une école formelle ou informelle**, ces chiffres atteignaient 55% pour les PND et 52% pour les réfugiés.
- Tillia, malgré ses seuls 27 points d'eau, affichait un **taux de fonctionnalité de ses infrastructures hydriques particulièrement élevé, atteignant 74%**.

### APERCU DE LA MÉTHODOLOGIE

Quatre outils de collecte ont été déployés pour enquêter sur les ménages dans cinq localités : Abala, Ayerou, Tillia, Torodi et Toumour. Du 24 octobre au 4 novembre 2022, la première phase de collecte a utilisé un échantillon représentatif avec 95% de confiance et une marge d'erreur de 10%. Entre 300 et 450 ménages ont été enquêtés par localité, totalisant environ 1900 enquêtes structurées.

En janvier, lors de la seconde phase, des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés et des responsables d'infrastructures ont été menés. Les outils, basés sur la première phase, ont approfondi les sujets sensibles. Chaque localité a eu 5 à 7 informateurs clés et 1 discussion de groupe par groupe de population, totalisant 32 entretiens et 17 discussions pour toutes les localités. Les informateurs clés ont été sélectionnés par échantillonnage et boule de neige combinant données secondaires et informations des partenaires du consortium RRM dans les localités.

**Limites :** Bien que les informations collectées remontent à fin 2022, cette évaluation territoriale demeure pertinente pour identifier et anticiper les besoins structurels des localités accueillant des communautés de déplacés. Notre approche privilégie l'identification des besoins structurels plutôt que des besoins immédiats.

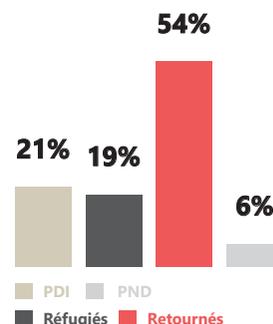
### INTRODUCTION & CONTEXTE

Tillia est le chef-lieu du département de Tillia et se situe dans la région de Tahoua, la localité est entourée par les départements de Tassara, Tchintaradene et Tahoua. Partageant une frontière avec le Mali, le département de Tillia est très exposé à la volatilité du contexte sécuritaire dans la zone dite des « trois frontières ». Toutefois, la localité de Tillia, est devenue une localité d'accueil des populations réfugiées maliennes et déplacées internes des communes frontalières.

Le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) offre une assistance humanitaire d'urgence aux Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les localités d'accueil. Ces zones regroupent des populations hôtes, déplacées, réfugiées et retournées. Cependant, l'information sur la situation et les dynamiques sociales de ces localités est limitée, notamment en ce qui concerne l'impact à long terme des interventions du RRM, dont la durabilité n'est pas évaluée, malgré son rôle central dans les situations de crise.

Afin d'obtenir une vue d'ensemble des besoins et capacités de la population, IMPACT Initiatives a entrepris la réalisation d'une évaluation territoriale (ABA) dans la localité de Tillia. Dans le cadre de cette approche, une méthodologie mixte a été adoptée. Ces données primaires sont obtenues grâce à des enquêtes quantitatives, des entretiens avec des informateurs clés (IC) et des discussions de groupe (FGD).

#### % des statuts de déplacement selon les ménages enquêtés



La localité de Tillia se caractérisait par une répartition hétérogène entre les différents types de populations. Comme le montre la cartographie, la répartition géographique des populations à Tillia se caractérisait par deux zones d'habitation : les PND et les retournés vivaient majoritairement dans le centre-ville, tandis que, dans le tissu urbain, on observait que les réfugiés étaient présents, avec une particularité notable pour les PDI, qui se trouvaient particulièrement éloignés.

Novembre 2022 | Niger

### Cartographie des infrastructures fonctionnelles et de la répartition géographique des populations déplacées

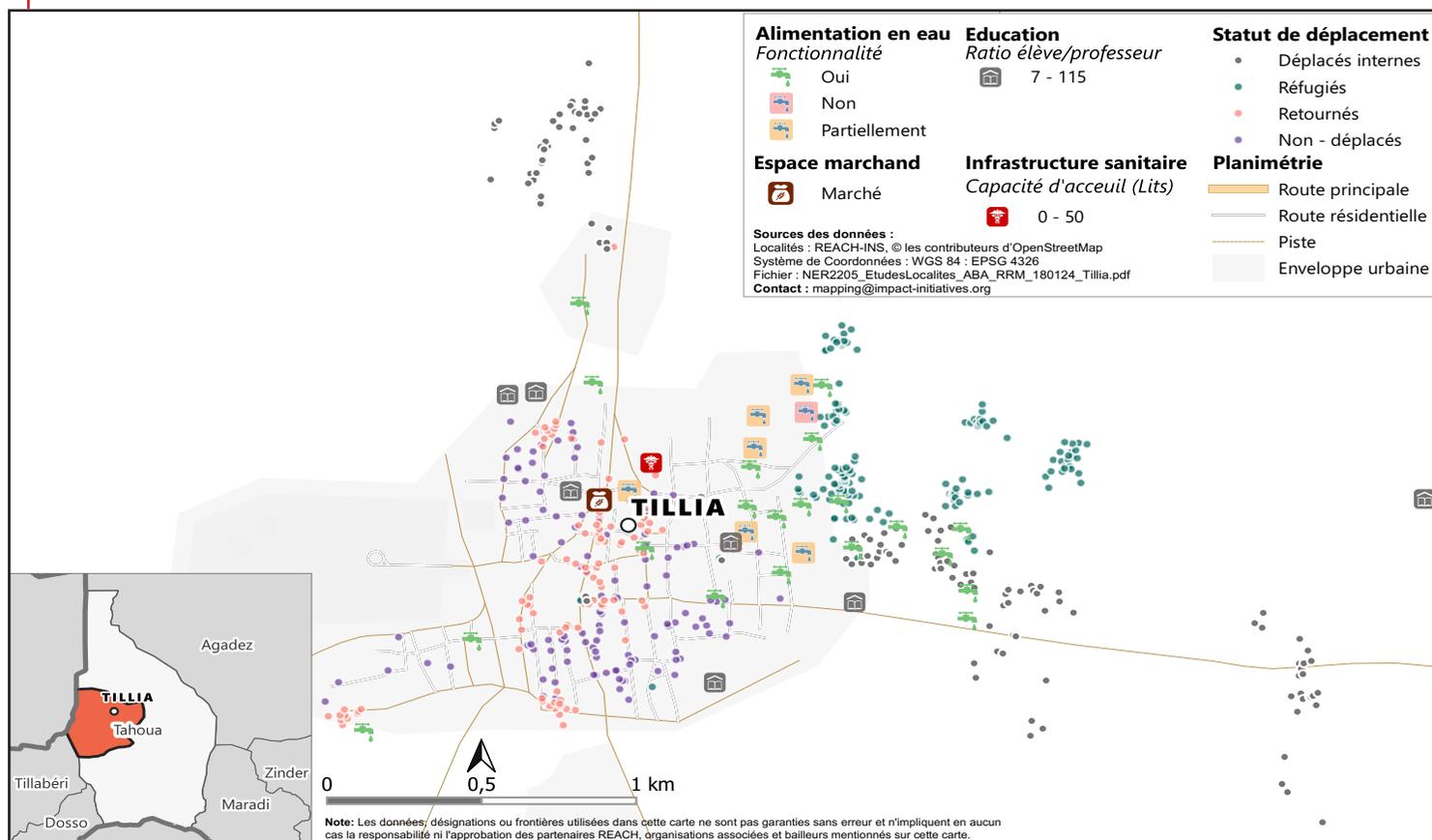
Du 9 janvier au 16 janvier 2023, IMPACT a collecté des données auprès de référents en infrastructures et d'informateurs clés pour obtenir des informations sur la cartographie des infrastructures fonctionnelles et la répartition géographique des populations déplacées.

Bien que la localité de Tillia possédait le plus petit nombre d'infrastructures hydriques, avec 27 points d'eau, elle était celle qui obtenait le score le plus élevé (74%) en ce qui concerne la bonne fonctionnalité de ses infrastructures. De plus, les infrastructures hydriques étaient réparties de manière équitable, au carrefour de tous les groupes de populations

Dans la localité de Tillia, l'analyse des infrastructures révélait que la région comptait 9 infrastructures scolaires, dont 4 avaient une capacité d'accueil de plus de 40 élèves. Cependant, la majorité de ces infrastructures se situait en centre-ville, loin des réfugiés et des PDI.

En ce qui concerne les infrastructures de santé, Tillia possédait un centre de santé intégré (CSI), d'une capacité de moins de 50 patients. Cependant, les données FGD et IC ne mentionnaient pas une saturation des services de santé.

En ce qui concerne l'accessibilité aux marchés, il semble que le seul marché fonctionnel était toujours opérationnel. Aucun des informateurs clés ne mentionnait la nécessité d'établir de nouveaux marchés.



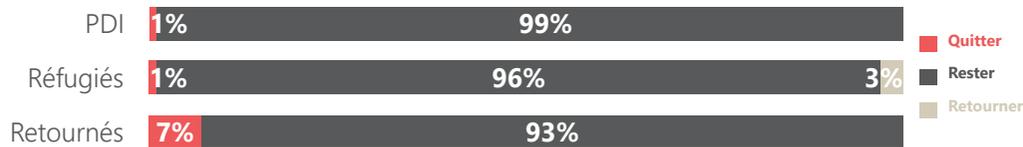
## INDICES CLÉS ET RECOMMANDATIONS

### Cohésion sociale et dynamiques de déplacement

Dans la localité de Tillia, 67% des PDI étaient en situation de déplacement prolongé depuis plus d'un an. Plus de trois quarts des ménages déplacés ont rapporté avoir quitté leur localité d'origine à cause d'attaques de groupes armés non-étatiques (GANE). Ainsi, 97% de la population déplacée souhaitait rester à Tillia. Les PDI et les retournés aspiraient à demeurer à Tillia, les réfugiés partageaient cette intention sous réserve d'une assistance humanitaire. Selon tous les IC, l'arrivée des déplacés a eu un impact sur les services de base tels que l'accès à l'eau, l'accès aux services de santé, et l'accès aux services économiques, entraînant une augmentation des besoins.

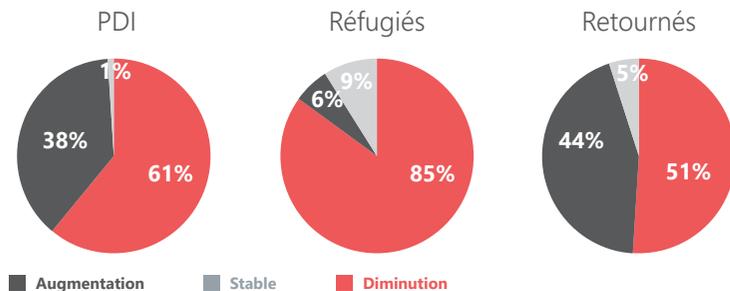
Selon les IC, les PDI estimaient que la situation sécuritaire se détériorait dans la partie ouest et nord de Tillia, entraînant l'arrivée de déplacés. En revanche, la population non déplacée (PND) notait une amélioration sécuritaire, favorisant le développement de l'élevage, la stabilité entre les groupes ethniques et le retour des déplacés dans leur localité d'origine.

#### % de ménages par intentions de déplacement:



### SÉCAL et moyen de subsistance

#### % de ménages selon l'évolution constatée de la quantité de nourriture disponible



Selon les IC en infrastructure, des marchés avaient dû fermer à cause de l'insécurité, entraînant une réduction de la quantité de nourriture disponible et risquant une augmentation des prix. Cela aurait pu impacter en priorité les réfugiés et les PDI, qui

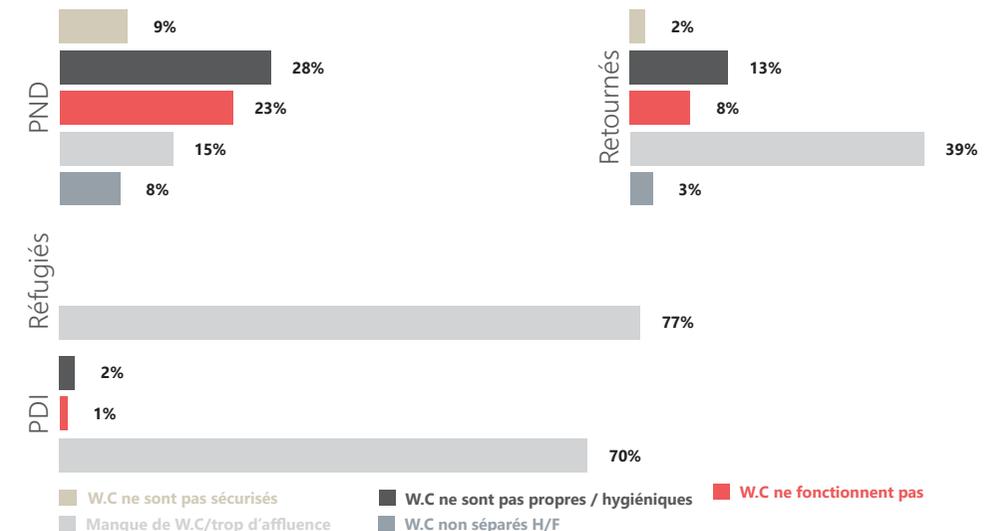
consacraient 100% ou plus de leur budget alimentaire aux dépenses totales du ménage.

On observait des variations concernant les sources principales de revenus au cours des 30 derniers jours. Alors que les PDI, les PND et les retournés travaillaient respectivement à 23%, 38% et 37% dans le commerce, les réfugiés étaient à 44% impliqués dans la vente de bois en raison du manque d'autres opportunités. Selon les FGD des réfugiés, aucun moyen de subsistance n'avait évolué, les PDI et les réfugiés souhaitaient bénéficier de formations en activités génératrices de revenus (AGR) et développer l'élevage.

Parmi les déplacés, 86% n'avaient pas bénéficié d'assistance en AGR, ce chiffre s'élevait à 92% chez les réfugiés. Pour les ménages déplacés ayant reçu une assistance en AGR depuis leur arrivée dans la localité d'accueil, 23% n'étaient pas satisfaits ou plutôt insatisfaits de l'assistance reçue, ce chiffre atteignait 50% pour les réfugiés.

### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

#### % de ménages ayant rencontré des problèmes pour accéder aux installations sanitaires par type de difficultés rencontrées:



Malgré les efforts déployés pour s'assurer de la bonne fonctionnalité des infrastructures hydriques, des problèmes persistants d'accès à l'eau demeuraient. 55% des PDI et 58% des réfugiés prenaient plus de 30 minutes pour aller chercher de l'eau, tandis que

99% des PND et 98% des retournés étaient à moins de 30 minutes. Bien que 82% des PND affirmaient ne rencontrer aucun problème d'accès à l'eau, les déplacés faisaient face à plus de difficultés, avec 57% indiquant que les points d'eau étaient trop éloignés (82% pour les réfugiés), 56% considérant que l'eau était trop chère, et 29% n'ayant pas suffisamment de récipients pour stocker l'eau. Selon les IC communautaires, il fallait construire plus de points d'eau au niveau du site des PDI.

Ce déficit d'accès à l'eau engendrait des problèmes d'assainissement. Parmi les déplacés, 77% des réfugiés, 70% des PDI et 39% des retournés indiquaient qu'il y avait un manque d'installations sanitaires. 69% des déplacés affirmaient n'avoir reçu aucune forme d'assistance en hygiène et assainissement après leur arrivée dans la localité.

## Santé

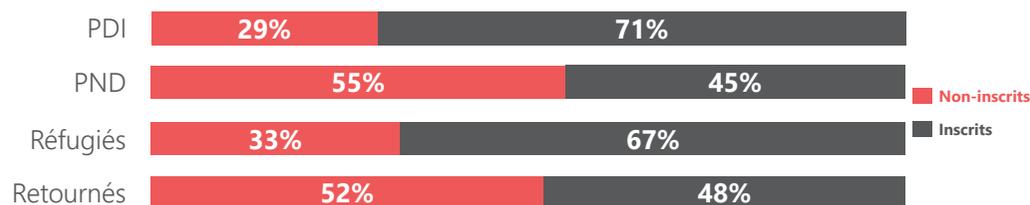
Il existait un CSI d'une capacité de moins de 50 patients dans la localité de Tillia. Selon tous les IC en infrastructure, l'arrivée des déplacés avait un impact sur les services de base, notamment l'accès aux services de santé, créant ainsi une augmentation des besoins. Selon les réfugiés, des tensions émergeaient en raison de l'obligation de payer pour des services de santé, malgré leur situation financière précaire.

En ce qui concernait l'accès aux soins de santé, une disparité significative était observée. 36% des PND indiquaient ne rencontrer aucun problème pour accéder aux soins de santé, tandis que seulement 6% des déplacés partageaient cette expérience. De plus, 83% des déplacés déclaraient être dans l'incapacité de payer le coût du traitement, et 65% étaient dans l'incapacité de couvrir les frais de consultation. En comparaison, ces chiffres étaient respectivement de 29% et 18% pour les PND.

## Éducation

Dans la localité de Tillia, l'analyse des infrastructures révélait que la région comptait neuf infrastructures scolaires, dont quatre avaient une capacité d'accueil de plus de 40 élèves. Cependant, la moitié des enfants enquêtés n'étaient pas inscrits dans une école.

### % de ménages avec des enfants de 7 à 17 ans inscrits dans une école formelle ou informelle en 2022-2023:

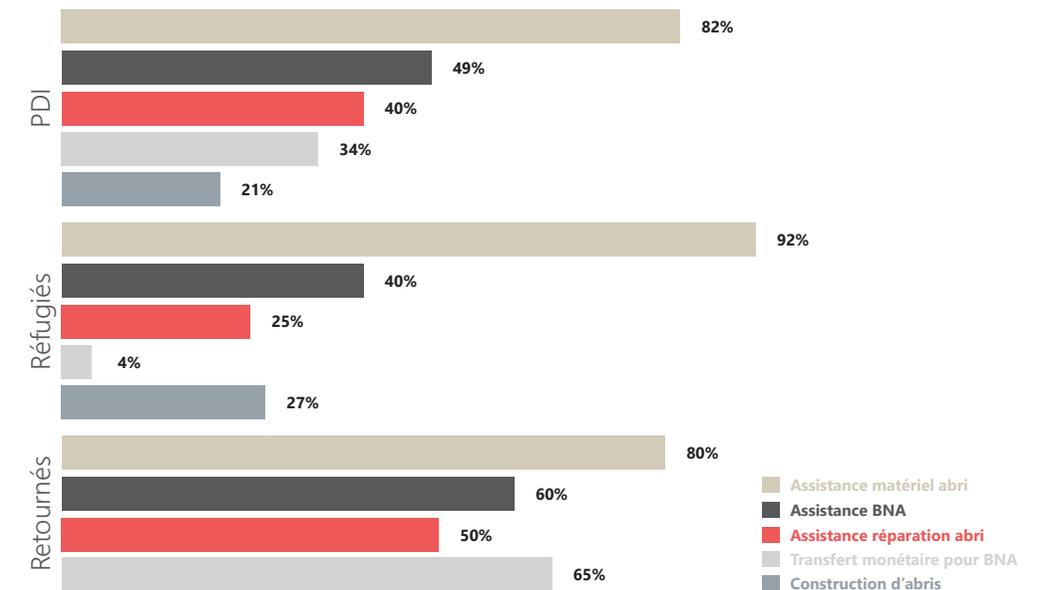


Selon les FGD, les services éducatifs étaient prioritaires pour la population. Selon les PND, l'arrivée des déplacés n'avait pas impacté ces services. Les PND souhaitaient que les déplacés restent dans la localité, et ces derniers partageaient également ce souhait en raison de l'inscription de leurs enfants à l'école et de l'insécurité qui les dissuadait de partir.

En ce qui concerne les difficultés d'accès à l'éducation pour les enfants de 7 à 17 ans non inscrits dans une école formelle, 43% de la population générale ne pouvait pas inscrire ses enfants à l'école (45% pour les PDI, 52% pour les réfugiés). 41% mentionnaient que les enfants devaient travailler, en particulier les retournés (65%), et 17% indiquaient que les infrastructures scolaires étaient inadéquates.

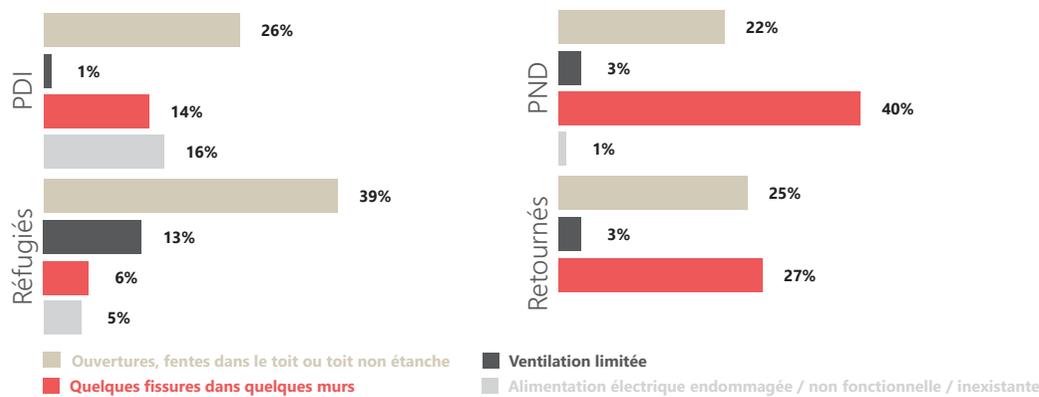
## Abris

### % de ménages déplacés par type d'assistance en abris et biens non alimentaires (BNA) reçue après leur arrivée dans la localité



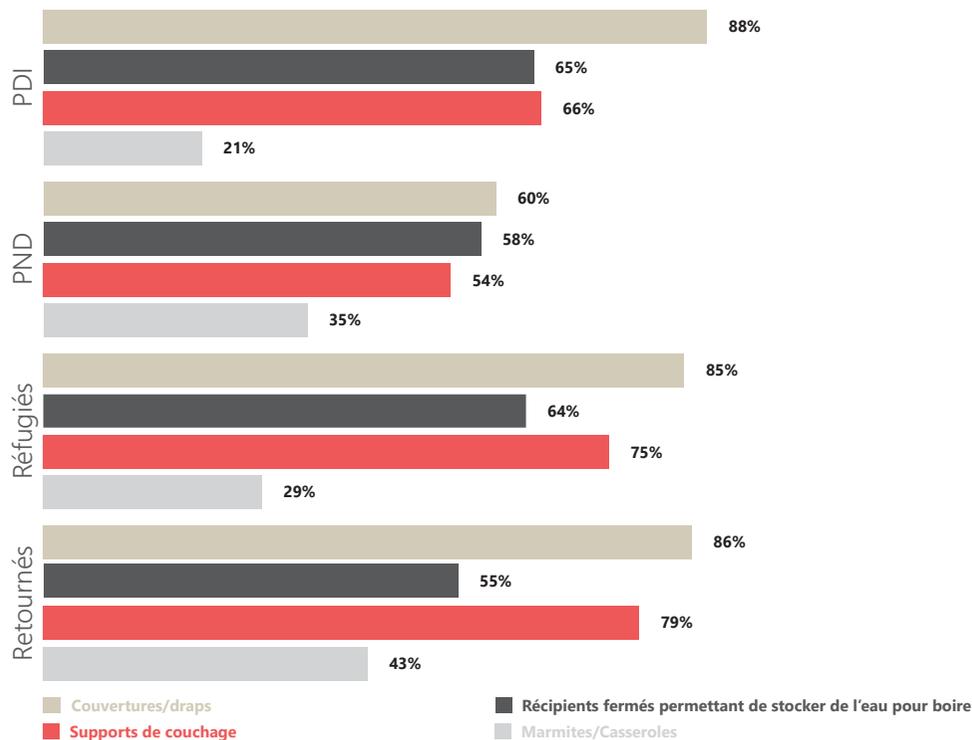
L'ABNA était très peu mentionnée comme priorité par les données IC et FGD. 66% des déplacés vivaient dans des tentes ou des abris de fortune, avec des chiffres atteignant 87% pour les PDI et 73% pour les réfugiés, tandis que ce même indicateur tombait à 19% pour les PND. Parmi les ménages ne vivant pas à l'air libre, 40% de la population générale affirmait n'avoir aucun problème avec son abri, la deuxième réponse la plus citée restait les fentes dans le toit à 32%, suivies de quelques fissures dans les murs à 15%.

## Parmi les ménages ne vivant pas à l'air libre, % de ménages dont l'abri avait un problème par type de problème



## Biens non alimentaire (BNA)

### % de ménages selon le top 3 des articles BNA qui leur manquaient le plus



À côté de ces besoins en abri, les ménages faisaient également face à un manque important d'articles non alimentaires. En dehors des articles dans le graphique ci-dessus qui manquaient le plus aux ménages, la population générale souhaitait des moustiquaires (29%) et des lampes à panneau solaire intégré ou à piles (16%).

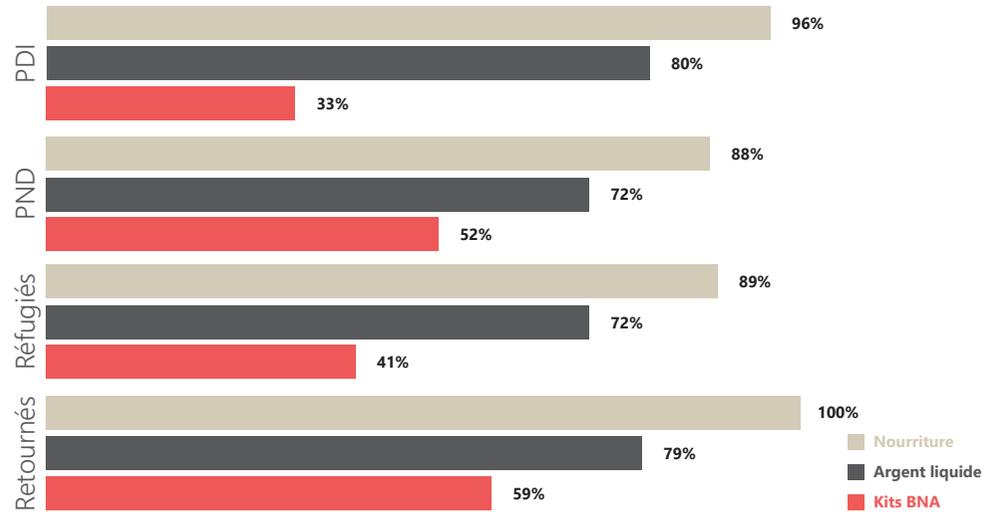
## AAP

### Redevabilité

Selon les FGD, les PDI et les réfugiés étaient bien accueillis en recevant un lieu d'installation et de l'aide, bien que d'autres PDI affirmaient n'avoir pas reçu d'aide. Concernant les déplacés, ils affirmaient être bien accueillis par la population hôte, les acteurs humanitaires et les autorités locales en recevant de l'aide humanitaire, bien que les réfugiés rapportaient n'avoir pas reçu d'aide. Les PDI étaient la cible de ces ONG, et à cet effet, elles menaient plusieurs activités. Selon les PND, aucun groupe de population ne dépendait de l'aide pour subvenir à ses besoins, tandis que les retournés affirmaient le contraire. Au regard de ces activités, certains PND ont rapporté que les acteurs humanitaires étaient bienveillants parce qu'ils assistaient en premier lieu les personnes vulnérables, tandis que d'autres PND et PDI affirmaient le contraire et mentionnaient également avoir besoin d'aide.

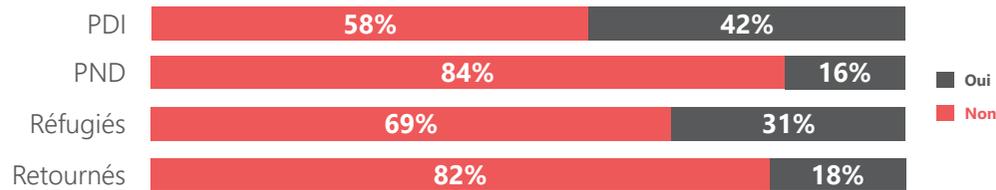
Les PND et les retournés exprimaient une perception positive des acteurs humanitaires, ce qui était moins le cas des PDI et des réfugiés. En effet, 6% des PDI et 8% des réfugiés n'étaient pas ou plutôt pas satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires. Parmi les ménages non satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires, respectivement 56% et 67% des PDI et des réfugiés mentionnaient une perception de la malhonnêteté, de la fraude dans la distribution ou du rachat des biens distribués.

### % de ménages selon le top 3 par modalité / type d'assistance préféré

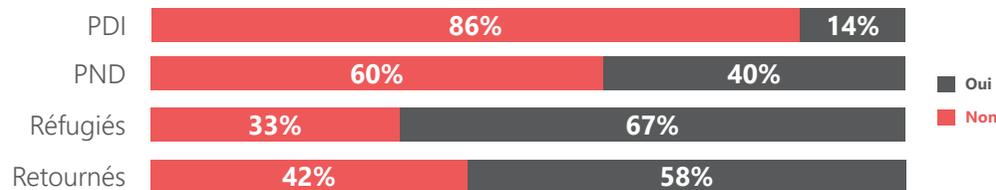


### Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

#### % de ménages ayant connaissance des mécanismes de plaintes



#### Parmi les ménages ayant connaissance de MGP, % de ménages ayant déjà utilisé les mécanismes de plaintes



Parmi les ménages au courant des MGP mais ne se sentant pas à l'aise pour les utiliser, 67% ont évoqué le fait que les démarches étaient compliquées et/ou trop longues, et 20% d'entre eux n'avaient pas confiance et ne se sentaient pas en sécurité pour se plaindre.